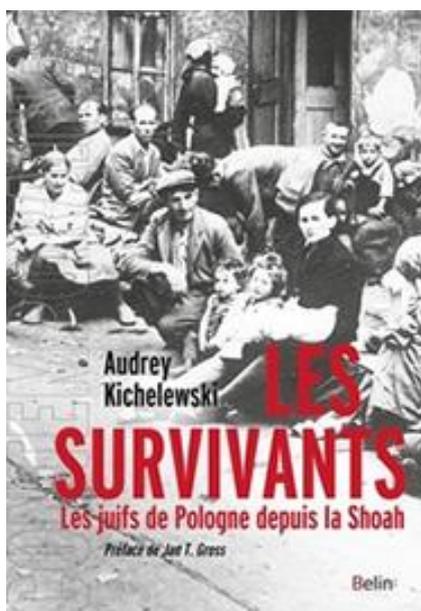


Audrey Kichelewski, *Les Survivants. Les Juifs de Pologne depuis la Shoah*, Paris, Belin, 2018.

Delphine Barré



Faire l'histoire des juifs en Pologne après la Seconde Guerre mondiale, c'est avant tout raconter l'histoire d'une perte et d'un vide, visibles encore aujourd'hui tant dans le paysage social que culturel, économique ou géographique polonais. L'ouvrage d'Audrey Kichelewski s'attache ainsi à nous faire comprendre quels ont été les enjeux pour ces milliers de survivants à leur retour, en englobant « aussi bien ceux qui ont survécu en Pologne occupée cachés ou dans des camps, que l'on nommera rescapés, que ceux qui ont survécu à la guerre après leur évacuation vers l'URSS et qui reviennent en Pologne après-guerre, que l'on nommera réfugiés ou apatrides¹ ». Tiré de sa thèse de doctorat soutenue en 2010, son ouvrage suit un développement chronologique, permettant ainsi de saisir les différents mouvements politiques, économiques et sociaux qui agiteront la société polonaise pendant près de six décennies et de

comprendre pourquoi sur les 300 000 juifs revenus en Pologne après 1945, on n'en dénombre aujourd'hui plus que quelques milliers.

Le premier chapitre s'ouvre sur les violences de l'immédiat après-guerre, de celles qui ont vu le retour des pogroms dès 1945, comme à Cracovie ou un an plus tard à Kielce. Comme le soulignait déjà en 2008 l'historien Georges Bensoussan : « Kielce marque l'acmé du climat pogromiste qui règne en Pologne en 1944-1945, alors que les derniers soldats allemands sont partis mais que le Reich est encore loin d'avoir capitulé². » Mais ces violences de grande ampleur, les plus visibles et les plus documentées, ne doivent cependant pas faire oublier un quotidien fait de mille tracasseries et d'une violence plus diffuse au sein même de la société et de l'administration polonaise. Ionas Turkov, résistant dans le ghetto de Varsovie et membre du groupe Oyneg Shabbat, que cite l'auteur dans ses pages, le décrit inlassablement dans le troisième tome de ses mémoires³ : l'impossibilité de recouvrer des biens qui ont été détruits ou spoliés, la quasi-obligation d'adopter un patronyme

¹ Audrey Kichelewski, *Les survivants. Les Juifs de Pologne depuis la Shoah*, Paris, Belin, 2018, p. 12.

² Georges Bensoussan, « Il y a soixante ans, en Pologne libérée, des rescapés juifs essaient de revenir », *Revue d'histoire de la Shoah*, vol. 190, n° 1, 2009, p. 281-284.

³ Ionas Turkov, *En Pologne après la Libération : l'impossible survie des rescapés juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 2008.

chrétien pour espérer trouver un travail, et surtout cette peur quotidienne des « *hooligans* » (tels que les nomme Ionas Turkov), d'autant plus dangereux qu'ils sont quasiment sûrs de rester impunis. De fait, et pour tous les survivants, une même appréhension : « Nous étions enfin libres, mais nous n'étions toujours pas assurés d'avoir la vie sauve⁴. » Cependant, dès 1945, la communauté juive survivante tente de s'organiser, la création du Comité central des juifs de Pologne en étant peut-être l'exemple le plus symbolique et le plus visible dans une nouvelle société qui tente de trouver ou de retrouver ses marques. La nouveauté présente dans l'ouvrage d'Audrey Kichelewski est de nous offrir un panorama de cette vie juive en Pologne après-guerre en s'intéressant au quotidien des individus, par le biais des différentes initiatives prises par la communauté juive survivante, et ce dès 1944. Le développement progressif d'une vie culturelle, avec comme point de départ les premiers concerts de chansons en yiddish dès le mois d'octobre 1944 à Lublin, puis la mise en place d'un réseau d'aide aux survivants à travers la création de plusieurs organes de presse et de programmes radiophoniques, comme la possibilité de formation professionnelle, montrent bien l'attachement profond des juifs à la Pologne, à hauteur de la cassure qui ne cessera de s'affirmer pendant plusieurs décennies. Alors qu'en mai 1946, les rapatriements en provenance des territoires libérés s'accélérent, le Comité central de Varsovie a établi une liste de près d'un millier de morts officiellement recensés jusqu'à la fin de l'année 1946. En 1947, 140 000 juifs sur les 300 000 présents avaient déjà quitté le pays.

La période qui s'ouvre dès 1947 à l'heure du communisme d'État est caractérisée, pour les juifs demeurant en Pologne, par le besoin permanent de faire des ajustements personnels. L'auteur s'attache ainsi dans la seconde partie de son ouvrage à décrire cette période de crispation identitaire de la nouvelle société communiste polonaise, qui voit parallèlement la résurgence d'une forme ancienne d'antisémitisme adaptée aux nouvelles considérations politiques autour de la notion de « judéo-communisme »⁵. L'idée qui prédomine alors, et sur laquelle se construit la nation polonaise, sous-entend que « les juifs domineraient l'appareil d'État ; or, n'étant pas considérés comme appartenant de plein droit à la nation polonaise, l'autorité toute entière, aux mains de "non nationaux", s'en trouverait délégitimée⁶ ». Avec la naissance de l'État d'Israël en 1948 et la crispation internationale des deux blocs avec l'avènement de la Guerre froide, la minorité juive de Pologne se retrouve ainsi au cœur d'enjeux qui l'assimilent aux puissances occidentales et capitalistes, et en premier lieu à Israël et à la figure du sionisme. La campagne anti-sioniste qui s'ouvrit par un article du 29 janvier 1949 et culmina avec le complot des blouses blanches en janvier 1953, montre à quel point la stalinisation du pays fut un moment charnière pour la communauté juive demeurée en Pologne, impulsant les vagues d'immigration successives qui s'étireront jusque dans les années 1980. Quelques exemples sont donnés par l'auteur afin de mesurer l'ampleur des directives prises à l'encontre des juifs et l'impact réel et matériellement visible sur leur quotidien, menant à un isolement total de la communauté : campagne de nationalisation du secteur éducatif, culturel ou associatif, rupture des liens avec les grandes organisations d'aide comme le Joint, mise au pas du CKZP (Comité central des juifs de Pologne) et surveillance constante et systématique de tous les « milieux juifs ». De

⁴ *Idem*, p. 23.

⁵ Audrey Kichelewski, *Les survivants...*, *op. cit.*, p. 100.

⁶ *Idem*, p. 101.

fait, entre septembre 1949 et décembre 1950, plus de 28 000 juifs quittèrent la Pologne afin de reconstruire une vie normale dans un ailleurs plus subi que choisi, tandis que d'autres prirent le chemin d'un exil intérieur, en tentant de se fondre dans une société qui imposait la négation de tout sentiment d'appartenance à un groupe, quel qu'il soit, et particulièrement vis-à-vis de sa minorité juive.

La mort de Staline en mars 1953 voit s'ouvrir une nouvelle période, qualifiée par l'auteur de « dégel ou la parole libérée », qui voit une déstalinisation progressive des structures étatiques avec l'avènement de Gomulka à la tête du Parti. Ce chapitre, central dans l'ouvrage d'Audrey Kichelewski, souligne l'aspect paradoxal de cette période : entre une effervescence intellectuelle qui gagna les milieux du parti qui se trouvaient aux prises avec de graves difficultés après la mort de Staline, et le mécontentement des ouvriers qui culmina dans la révolte de Poznan à l'été 1956, le rôle de l'intelligentsia dans la période de déstalinisation en Pologne demeure d'une importance capitale. Ce sont les écrivains, les journalistes, les jeunes intellectuels qui sont à la tête du mouvement de contestation et des réformes. Et parmi eux, la minorité juive demeurée en Pologne tenta de prendre part à ce renouveau espéré mais dut faire face à une importante crise antisémite. Le plus haut sommet de l'État et du Parti, Gomulka lui-même, eut à intervenir en avril 1957 par la publication, en premier lieu en interne, d'une circulaire publiée ensuite sous le titre « Dans la lutte contre l'antisémitisme⁷ ». Les juifs sont alors victimes au quotidien de violences verbales mais aussi physiques, ainsi que de licenciements abusifs ; les lieux de la communauté juive sont dégradés. L'auteur rappelle néanmoins qu'il convient de replacer cette effusion d'antisémitisme visible dans le contexte d'un « pays en proie au doute et qui cherche des boucs émissaires à ses problèmes économiques et sociaux⁸ ». L'« *alya Gomulka* », telle qu'elle est nommée par les historiens et reprise par l'auteur, voit ainsi une vague de départs sans précédent, estimée à 51 000 personnes jusqu'en 1959, majoritairement à destination d'Israël, renforçant les tensions déjà existantes entre ces deux pays, les juifs étant accusés de soutenir le nouvel État hébreu au détriment de la nation polonaise, et donc d'afficher clairement leur allégeance. À l'issue de cette vague d'émigration sans précédent qui vida littéralement le pays de sa communauté juive, seuls 30 000 à 40 000 juifs décidèrent de rester dans le pays, qui allait connaître les bouleversements des années 1968.

Des grèves et des manifestations d'étudiants en soutien au socialisme démocratique éclatèrent dans de nombreuses universités de Pologne, à l'image de ce qui se passe en Europe, ce qui en Pologne pouvaient de même laisser espérer un changement radical dans la gestion des intérêts du pays. Le déclenchement, en 1967, de la guerre des Six Jours en Israël, puis la pseudo-identification de militants juifs lors des manifestations de 1968 marquent le déclenchement d'une nouvelle campagne anti-sioniste orchestrée par le régime, et qui voit un durcissement dans les attaques portées à l'encontre de la minorité juive. Environ 15 000 juifs polonais sont poussés à émigrer et perdent la nationalité polonaise, accusés de trahir « les intérêts du pays alors qu'une conspiration est en cours⁹ ». L'auteur souligne ainsi, qu'à l'instar des campagnes antisémites précédentes, il s'agit dorénavant du « passage d'une lutte contre le sionisme international (...) à une volonté de débusquer l'ennemi

⁷ *Idem*, p. 143.

⁸ *Idem*, p. 149.

⁹ *Idem*, p. 180.

intérieur¹⁰ ». Plusieurs exemples concrets sont donnés : les écoles juives sont fermées dans tout le pays, les organisations juives restées en place sont dans une grande mesure empêchées de fonctionner ; l'Institut historique juif, le TSKŻ et le Théâtre national juif à Varsovie seront alors les seules institutions juives qui continueront à fonctionner. Parce que l'expulsion des juifs polonais en 1968 demeure l'une des questions les plus vivement débattues de l'histoire juive-polonaise contemporaine, elle amorce aussi une reprise et une intensification de la manipulation de la mémoire du génocide des juifs. Déjà avec le symbole du Monument international aux victimes du fascisme à Birkenau, inauguré en avril 1967, à la gloire de la souffrance du peuple polonais pendant la Seconde Guerre mondiale, en réponse au procès d'Eichmann à Jérusalem en 1961, il s'agissait d'inscrire la mémoire populaire officielle au sein de l'espace polonais. La souffrance nationale et quasi exclusive du peuple polonais devient ainsi un enjeu de reconstruction identitaire comme une revendication singulière face aux autres puissances européennes.

Celle-ci est reprise et continuellement adaptée au cours des années 1970, notamment avec la nomination du premier pape polonais, Jean-Paul II, en 1978 qui, rapidement, par le biais d'une « christianisation des lieux de mémoire¹¹ » tente une forme de réappropriation du discours martyrologique du peuple polonais par le pouvoir ecclésiastique. Parallèlement, durant cette période, un projet mené par plusieurs membres de la communauté juive polonaise mérite d'être souligné : l'université juive volante créée en 1977, qui reprend la tradition polonaise des études clandestines en temps de répression politique, tente par le biais de conférences ou de « cours scientifiques¹² » d'aborder, et ce pour la première fois, les relations entre Polonais juifs et non juifs, amorçant les prémises d'une prise de conscience, dans le débat public et dans la société polonaise, de l'héritage multiculturel et des liens entre les communautés. D'autres initiatives prises au cours des années 1980 sont évoquées par l'auteur, comme la création d'un Comité de préservation des cimetières et des monuments de la culture juive en Pologne en 1981, montrant ainsi un tournant mémoriel caractérisé par une relative prise de conscience au sein de la société polonaise quant à l'importance de sauvegarder les différents sites liés à la culture juive. Ainsi, « la découverte de l'univers du judaïsme (...) et surtout la constatation de son absence dans la Pologne contemporaine, constituent un acte d'accusation de plus brandi contre le pouvoir communiste. La figure du Juif acquiert alors une valeur symbolique née de ce silence¹³ ». Celle-ci acquiert par exemple une certaine visibilité à travers le principe d'éducation de la société sur des sujets alors en marge des préoccupations sociales, et intégrant dès lors une connaissance de cet « univers juif ». Les années 1970 et 1980 voient ainsi l'émergence d'un phénomène de « renaissance identitaire », questionné par l'auteur dans l'avant-dernier chapitre de son ouvrage. Par sa visibilité dans l'espace public, par le biais notamment de la culture, ce renouveau interroge en profondeur la capacité de la société polonaise à intégrer sa communauté juive comme partie prenante d'une histoire et d'une culture communes. Notons également à ce titre que la Pologne demeure « le seul pays d'Europe centrale à être dénué de loi de restitution des biens individuels, l'argument avancé étant le coût

¹⁰ *Idem*, p. 181.

¹¹ *Idem*, p. 216.

¹² *Idem*, p. 220.

¹³ *Idem*, p. 239.

financier trop élevé qu’impliquerait la restitution¹⁴ ».

Sans revenir sur les différents débats qui ont émaillé les années 1990 et 2000, – du film *Shoah* de Claude Lanzmann à l’affaire du carmel d’Auschwitz ou encore la polémique autour du livre de Jan Gross, décrits en profondeur par l’auteur à la fin de l’ouvrage –, les enjeux mémoriels autour du génocide des juifs d’Europe demeurent une problématique qui cristallise encore et toujours les tensions au sein de la société polonaise, autour de la prise de conscience d’une responsabilité dans l’assassinat d’une communauté décimée à plus de 90 %. La montée d’une forme d’antisémitisme « moderne » en Pologne ces dernières années, au plus fort dans un pays européen avec la Hongrie et l’Espagne¹⁵, questionne sur les effets réels d’une politique mémorielle engagée par les autorités mais aussi sur la nature même du message porté par ces dernières. L’avènement en 2015 du parti Droit et Justice a amorcé un repli très net qu’Audrey Kichelewski ne manque pas de souligner, tant dans les perceptions actuelles que les Polonais gardent de leur minorité juive, que d’un point de vue de réappropriation par différents représentants politiques.

L’ouvrage d’Audrey Kichelewski, novateur par son sujet et son développement, est donc essentiel dans la compréhension des mécanismes de refoulement et d’intégration qui ont jalonné la mémoire post-Seconde Guerre mondiale, et dans l’analyse de la spécificité du cas des juifs de Pologne, qui demeure encore aujourd’hui au cœur des débats. On regrettera cependant que certains épisodes ne soient que brièvement décrits, à cause sans doute de la temporalité très large portée par l’ouvrage. De même, l’intégration d’un nombre plus important de témoignages, qui ne font souvent l’objet que de citations succinctes, permettrait d’enrichir, par un point de vue émanant des individus eux-mêmes, un propos qui se veut parfois centré sur des considérations administratives. À l’heure des récentes lois mémorielles polonaises du mois de mars 2018, l’ouvrage d’Audrey Kichelewski nous rappelle que le processus d’intégration de la communauté juive en Pologne témoigne, plus que jamais aussi, de l’état de la mémoire européenne.

¹⁴ *Idem*, p. 261.

¹⁵ *Idem*, p. 304.